



Lundi 17 novembre 2025

## Le capitalisme ravage la planète, seuls les travailleurs peuvent la sauver

*La température s'emballe, les méga-feux dévorent des régions entières, les cyclones ravagent tout sur leur passage et les sécheresses détruisent les récoltes. Des catastrophes qui n'ont rien de naturel : derrière, se cache un capitalisme avide de profits qui engendre famines, migrations forcées et provoque la mort de millions de personnes parmi les plus vulnérables.*

*Pendant ce temps, les gouvernants et chefs d'État, leurs capitalistes et leurs experts amusent la galerie. Chaque année se tient leur COP, on en est aujourd'hui à la trentième à Belém, sans que rien de fondamental ne change. Et pour cause, ce spectacle repoussant et dérisoire est organisé par des pompiers pyromanes tout juste capables d'accuser les classes populaires de consommer mal, quand ce sont eux qui produisent n'importe quoi n'importe comment, nous empoisonnent et saccagent la planète. Quant aux plus riches, ils continuent tranquillement de traverser le monde en jet et émettent en quelques dizaines de minutes plus de CO2 qu'un travailleur au cours de toute sa vie...*

### Macron, Lula : derrière les discours, les lobbies pollueurs

Macron se pose en champion du climat, mais a pris dans ses bagages un représentant de TotalEnergies, un des plus grands pollueurs de la planète. Lula, le président du Brésil qui accueille cette COP 30, promet de sauver la forêt amazonienne, mais ne fait rien de sérieux contre les coupes sauvages et les industriels qui la fragilisent, et a prévu des explorations pétrolières dans la baie de Rio...

Les dirigeants des États prétendent vouloir sauver la planète, mais ils sont sous la coupe des grands groupes capitalistes et valident les projets de nouveaux forages, de nouvelles mines, de nouvelles routes d'export ! Ils parlent de « transition écologique » pendant que la chasse au pétrole et au gaz se poursuit, et s'élargit désormais aux terres rares nécessaires aux batteries électriques... Une chasse aux minerais qui provoque de nouvelles rivalités meurtrières, comme en République démocratique du Congo, où les différentes puissances impérialistes s'affrontent par populations locales interposées.

### Le Pen, Trump : une démagogie anti-écolo pour servir les mêmes lobbies pollueurs !

De Trump à Le Pen, l'extrême droite s'élève contre une « écologie punitive » qui générerait des taxes touchant avant tout les pauvres. Mais le premier à avoir multiplié les taxes, c'est bien Trump,

pour des raisons qui ont tout à voir avec la préservation des profits des capitalistes. Ce ne sont pas ceux qui dénoncent la crise climatique qui sont responsables des licenciements, mais les dirigeants de Stellantis et autres Arcelor-Mittal ! Les gouvernements des pays riches, comme en France, appliquent déjà la même politique que celle de l'extrême droite au pouvoir et dénoncent les migrants. Ce sont pourtant la misère et les famines générées par les catastrophes climatiques qui obligent des millions de personnes à chercher leur survie dans l'exil, sans parler des guerres et des génocides conséquences de la course au pétrole et aux minerais des capitalistes.

### Le climat et la biodiversité entre nos mains, pas entre celles des riches !

Ni Macron ni Lula, ni leurs opposants réactionnaires ne sauveront quoi que ce soit. Tant que quelques-uns décideront pour tous, tant que la course à l'accumulation primera sur les besoins humains, la planète continuera de sombrer.

Il faut retirer aux possesseurs de capitaux ce droit aberrant de décider ce qui sera produit et dans quelles conditions. Il faut mettre un terme à une production orientée pour les profits de quelques-uns, et l'organiser en fonction de nos besoins. Si c'étaient les travailleurs qui prenaient en main l'organisation de la société, alors l'humanité irait mieux. Et la planète aussi !

## **Prévenir plutôt que guérir**

La direction n'aime pas partager les infos, surtout quand ça touche au profit direct qu'elle tire de notre travail et verse aux actionnaires. Ainsi, quand elle rend des comptes aux clients, notamment en fin de contrat, elle transmet le nombre de salariés et lesquels d'entre nous sont transférables. Aussi dans les appels d'offres, les conditions d'emploi et changements éventuels de site ou de société sont clairement spécifiés.

Nous sommes les principaux concernés, nous devons donc savoir, avant même le résultat des appels d'offre, ce qui nous concerne.

## **Voitures de pool, qui s'en occupe ?**

Dans la même veine des économies à réaliser sur les services support, pour engraisser davantage Xavier Girre et les actionnaires, la gestion des véhicules de pool ne sera plus assurée par le parc auto. La nouvelle organisation rend responsable de l'entretien, du contrôle technique, du bon usage du véhicule, chaque service disposant d'une voiture de pool.

Comme s'il n'y avait pas déjà assez de travail. A force de reporter les tâches du parc auto sur les autres salariés, cela les épouse, et on peut s'interroger sur la pérennité de ce service support essentiel.

## **Le directeur général de l'Agence de sécurité sanitaire sanctionné**

Le mandat de Benoît Vallet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), n'a pas été renouvelé à son échéance du 15 novembre. Médecin et chercheur reconnu, il fait pourtant autorité dans son domaine. Mais le gouvernement ne lui a pas pardonné son opposition, l'été dernier, à la loi Duplomb qui réintroduisait certains pesticides et plaçait l'Anses sous tutelle. Le Premier ministre l'a écarté, au grand plaisir de l'agrobusiness.

## **Le ministre de l'Intérieur n'a vraiment pas le sens de l'humour**

Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a porté plainte contre Radio Nova et l'humoriste Pierre-Emmanuel Barré pour « propos inqualifiables ». Dans « La Dernière », Barré avait décrit police et gendarmerie comme « structurellement brutales et racistes », les comparant « à Daech avec la sécurité de l'emploi ». Radio Nova a répliqué qu'elle défendra la liberté de ses humoristes, essentielle à la santé démocratique. À bon entendeur !

## **Le petit magot de Sarkozy**

C'est Le Canard enchaîné qui le révèle. Dans l'arrêt remettant Sarkozy en liberté sous contrôle judiciaire, le président de la quatorzième chambre de la cour d'appel détaille ses revenus. Pas triste : pour 2023, 637 791 euros de salaire, 152 906 euros de retraite, 1 331 056 euros de revenus immobiliers et 2 342 008 de revenus non commerciaux, soit un total de 4 514 512 euros. L'arrêt précise également qu'en 2024 il a déclaré un patrimoine immobilier net de 9 923 874 euros. Et dire que certains de ses partisans avaient organisé une cagnotte pour l'aider à cantiner en prison !

## **La plateforme Frichti en procès**

Le procès de la plateforme Frichti et de ses anciens dirigeants, Julia Bijaoui et Quentin Vacher, s'ouvre à Paris. Ils sont poursuivis pour avoir fait travailler des centaines de livreurs sans papiers entre 2015 et 2021. L'entreprise profitait de leur situation précaire pour leur imposer des conditions de travail et de rémunération indignes. Alors que d'autres plateformes de livraison ont également utilisé ces méthodes, Frichti est la première à être jugée. Mais ce type de surexploitation serait impossible si ces travailleurs sans-papiers se voyaient reconnaître le droit de travailler.

